

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit, je n'ai pas le rapport de l'Office devant moi, mais le député ferait bien, je crois, de prendre connaissance de l'article sur les prix, comme je le ferai de nouveau moi-même. Je serai ensuite heureux d'en discuter davantage avec lui.

L'OPPORTUNITÉ D'UN CONTRÔLE DES PRIX EN PRÉVISION
D'UNE PÉNURIE DANS CERTAINS PAYS ÉTRANGERS

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse aussi au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Si besoin en était, le gouvernement irait-il jusqu'à imposer des contrôles sur les prix des ressources énergétiques pour s'assurer que les prix à l'intérieur ne seront pas gonflés par suite d'une crise existante ou qui pourrait surgir à l'égard des approvisionnements d'énergie en dehors du Canada?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, cette question a fait l'objet d'un débat à la Chambre il y a une semaine lundi et la raison que j'ai invoquée tient toujours.

* * *

[Français]

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—INSTANCES
RELATIVES À L'INCLUSION DES LOISIRS DANS LES
PROJETS—RECONDUCTION FONDÉE SUR LE TAUX DE
CHÔMAGE

M. Gilles Caouette (Charlevoix): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Le ministre a-t-il reçu dernièrement des instances ou des télégrammes de protestation de la part de municipalités ou de corps intermédiaires au sujet du refus d'«extensionner» des projets d'initiatives locales, dont un projet d'animation-loisirs?

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, de telles instances ne me sont pas encore parvenues, mais je ne serais pas étonné si elles étaient en route ou dans le courrier.

[Français]

M. Caouette (Charlevoix): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné que le ministre ne semble pas être trop renseigné et que les «extensions» devaient être autorisées selon le taux de chômage de chaque région, et vu que la région Saguenay-Côte Nord accuse toujours un taux de chômage estimé à 20 p. 100, le ministre peut-il assurer la Chambre qu'il prendra ces demandes en considération et renversera les décisions des fonctionnaires relatives aux projets d'animation-loisirs?

[Traduction]

M. Andras: Monsieur l'Orateur, à mon avis, les prémisses de la déclaration du député ne sont pas justes, en ce sens que tous les centres de la main-d'œuvre ont comme un des critères d'usage, un autre critère de prolongation permettant l'examen des projets soumis aux centres de main-d'œuvre dans les régions où le chômage se situe au-dessous de la moyenne nationale, et que ces projets

Questions orales

seraient jugés sur le fond. Les projets sont maintenant à l'étude et les décisions définitives devraient être prises, je pense, d'ici au 15 juin.

[Français]

M. l'Orateur: A l'ordre. Je donne la parole à l'honorable député de Lotbinière pour qu'il pose une ou deux questions supplémentaires, après quoi je la donnerai à l'honorable chef de l'opposition officielle.

LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—PRÉSUMÉES
DIRECTIVES DU MINISTÈRE AU SUJET DE LA
RECONDUCTION DES PROJETS

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, je voudrais demander à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration s'il a formellement demandé aux fonctionnaires affectés aux Centres de main-d'œuvre de faire connaître leurs recommandations quant à la reconduction de certains projets, et, dans l'affirmative, quelles sont ces recommandations?

[Traduction]

L'honorable Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je regrette, mais je trouve cette observation tellement vague qu'il me faudrait connaître plus précisément quelle personne, quel animateur ou groupe d'animateurs, quelle communauté a fait cette demande; mais si le député veut bien me donner plus de précisions, je serai très heureux de lui donner les renseignements voulus.

[Français]

M. Fortin: Vous aurez constaté comme moi, monsieur le président, que l'honorable ministre n'a pas saisi le sens de ma question.

J'aimerais demander au ministre si une note formelle du ministère a été envoyée aux Centres de main-d'œuvre, leur demandant des commentaires quant à la reconduction de certains projets d'initiatives locales.

• (1430)

[Traduction]

M. Andras: Pas dans ces termes-là, monsieur l'Orateur. Les agents de main-d'œuvre, ou du moins ceux qui s'occupent plus particulièrement du programme d'initiatives locales, reçoivent évidemment des instructions quant au critère pour décider de la prolongation, aux montants en dollars et autres questions dont j'ai déjà informé les députés, tant de vive voix que par lettre.

* * *

LES TRANSPORTS

L'AUGMENTATION DES TARIFS DES NAVIRES
OCÉANIQUES AU PORT DE VANCOUVER—LES MOTIFS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports à propos de l'augmentation des tarifs pour les océaniques au port de Vancouver. L'adoption d'un tarif basé sur le tonnage brut au lieu du tonnage net signifie une augmentation de 60 p. 100 du tarif. Le ministre peut-il justifier en termes simples cette augmentation, vu que le besoin de recettes additionnelles ne se pose pas, car le port de Vancouver est rentable.